

Saint-Denis, le 02/01/2023

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP269740221**

- Vu** le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- Vu** Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FILIPPINI, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion;
- Vu** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2021 portant nomination de Madame Damienne VERGUIN en qualité de directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion, à compter du 30 août 2021 ;
- Vu** l'arrêté n° 1831 du 13 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Damienne VERGUIN, directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion ;
- Vu** la décision DEETS-2022-22 portant subdélégation de signature du 05 septembre 2022 ;
- Vu** la demande de déclaration d'activité faite sur Nova, le 02/01/2023 par Madame CHANE-TENG Jeannick en sa qualité de dirigeante ;

ARRÊTE :

Le préfet de La Réunion

Constata :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DEETS de La Réunion, le 02/01/23 par Madame CHANE-TENG Jeannick en qualité de dirigeant(e), pour le CCAS du tampon dont l'établissement principal est situé 256 Rue HUBERT DELISLE 97430 LE TAMPON et enregistré sous le N° SAP SAP269740221 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode Mandataire)
- Petits travaux de jardinage (mode Mandataire)
- Préparation de repas à domicile (mode Mandataire)
- Assistance administrative (mode Mandataire)
- Assistance aux personnes âgées (mandataire et/ou mise à disposition) (mode Mandataire) - (974)
- Accompagnement des PA/PH dans leurs déplacements (mandataire et/ou mise à disposition) (mode Mandataire) - (974)

Modalités :

Toute modification concernant l'activité exercée devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), cette activité ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

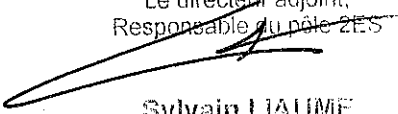
Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Pour la directrice de l'économie, de l'emploi
du travail et des solidarités.
Le directeur adjoint,
Responsable du pôle ZES


Sylvain LIAUME

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Délais et voies de Recours administratifs :

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DEETS de La Réunion ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du BP 2024, 27 rue Félix Guyon, 97488 ST DENIS Cedex.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.